

**ARRÊTÉ N° 2025/012**  
**AUTORISANT LE DEVERSEMENT**  
**TEMPORAIRE DES EAUX D'EXHAURE**

**SNC VINCI IMMOBILIER ILE-DE-FRANCE**  
**2313 Boulevard de la Défense**  
**92000 Nanterre**  
**SIRET : 83085579700023**

**Pour ses installations situées 10-14 rue**  
**Pierre Semard 93600 Aulnay-sous-Bois**

**Dans le réseau public d'assainissement**  
**du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur**  
**Monsieur VIGNOLA Girardo**  
**gerardo.vignola@vinci-immobilier.com**  
**01.70.61.95.75**

**Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

**Vu** l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

**Vu** les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021

**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis

**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'administration du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014 qui définit les conditions et règles d'admissibilité auxquels sont soumis les déversements d'effluents directs ou indirects de la zone de collecte du SIAAP

**Considérant** l'arrêté n° 2024/017 du 30/11/2023 autorisant le déversement temporaire des eaux pluviales de l'ouvrage Ligne 16 Grand Paris Express – gare d'Aulnay-sous-Bois 'ALN' pour une durée de 12 mois.

**Considérant** l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 27/03/2025
- Le SIAAP en date du 27/03/2025

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

SNC VINCI IMMOBILIER ILE-DE-FRANCE  
2313 Boulevard de la Défense  
92000 Nanterre  
SIRET : 83085579700023

Dénommé **L'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux d'exhaure provenant du chantier de construction d'un complexe immobilier et d'une nouvelle voirie dans le réseau unitaire territorial de la rue Pierre Sépard à Aulnay-Sous-Bois qui rejoint le réseau unitaire départemental de l'avenue Pierre Brossolette au Blanc-Mesnil puis les ouvrages et installations du SIAAP. L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

#### A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
  - Colorer anormalement les rejets
  - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
  - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du règlement de l'assainissement Départemental du Conseil Département de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP

#### B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau unitaire)

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /l)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/l	480 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/l	192 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	144 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/l	36 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/l	12 kg/j
Sulfates	400 mg/l	96 Kg/j
Chlorures	500 mg/l	120 kg/j

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20250409-2025-012-AU  
Date de télétransmission : 09/04/2025  
Date de réception préfecture : 09/04/2025

Quel que soit le réseau

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l	3.6 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0.072 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l	0.048 kg/j
Benzène	0 mg/l	0 kg/j
Toluène	4 mg/l	0.96 kg/j
Éthylbenzène	1,5 mg/l	0,36 kg/j
Xylène	1,5 mg/l	0,36 kg/j
Manganèse	0,05 mg/l	0,012
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l	0,012 kg/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	0,024 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l	0,12 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l	0,12 kg/j
Chrome total (en Cr)	0,5 mg/l	0,12 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l	0,12 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l	0,48 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l	1,2 kg/j
AOX	1 mg/l	0,24 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l	1,2 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	2.4 kg/j
HAP	0,05 mg/l	0,012 kg/j
PCB	0,05 mg/l	0,012 kg/j
Benzène	0,05mg/l**	0,012 kg/j
Ethylbenzène	0,025mg/l**	0,006 kg/j
Toluène	0,074mg/l**	0,018 kg/j
Xylène	0,05mg/l**	0,012 kg/j
COHV* avec :	1,0mg/l	0,024 kg/j
Trichlorométhane	0,05mg/l**	0,012 kg/j
Trichloroéthylène	0,025mg/l**	0,006 kg/j
Tétrachloroéthylène	0,025mg/l**	0,006 kg/j

\* A minima, somme des 13 COHV. Le résultat de chaque composé de la somme sera rendu disponible et devra rester conforme à valeur limite de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.

\*\* Valeurs limites de l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur.

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes au règlement du Service d'assainissement de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, du Service départemental de l'assainissement de la Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur, dans la branche d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 et ses annexes seront prises en compte.

### ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

#### Nature des rejets

Le rejet d'eaux d'exhaure est demandé dans le cadre d'un projet de construction d'un complexe immobilier et d'une nouvelle voirie.

Débit horaire : 10 m3/h

Débit journalier : 240 m3/j

Volume prévisionnel total : 57600 m3

#### Plan des réseaux internes de collecte

Le rejet se fera à travers le branchement existant d'une construction démolie avenue de Monaco.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

#### Produits utilisés par l'Etablissement

Un compteur de débit sans remise à zéro devra être installé en amont du point de rejet.

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

#### Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement indique qu'un bac de décantation sera posé en amont du point de rejet. Ce bac devra être d'une capacité suffisante pour permettre la décantation des eaux avant rejet au réseau public.

### **ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION**

Le présent arrêté est délivré pour une durée de 8 mois à partir d'avril 2025. **L'Etablissement devra informer les gestionnaires de réseaux de la date de démarrage du rejet et fournir une photo horodatée si le passage sur site par les gestionnaires de réseaux n'est pas possible le premier jour du rejet.**

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 1 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux d'exhaure est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux d'exhaure rejetées au réseau territorial d'eaux usées, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la base d'une tarification des parts collecte, transport et traitement.

L'EPT Paris Terres d'Envol applique une redevance pour le rejet d'eaux claires dans le réseau unitaire sur la base de la délibération du Conseil Territorial du 12 décembre 2022 correspondant, à la date de signature du présent arrêté, à 0,80 € / m<sup>3</sup> sur la commune d'Aulnay-sous-Bois.

Comme le prévoit l'Article 35 du règlement de service d'assainissement départemental, approuvé le 13 février 2014, ainsi que le Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP et celui de Paris Terres d'Envol, le calcul de la redevance se fera sur les données d'autosurveillances fiables et validées par les services.

Les eaux rejetées au réseau d'assainissement devront être comptabilisées par l'entreprise. En cas de non-fourniture des éléments de comptage des eaux rejetées au réseau d'assainissement, les collectivités baseront le calcul de leur redevance sur le volume total autorisé, figurant à l'article 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT – nature des rejets de la présente autorisation. **Aucune régularisation ne sera acceptée dans un délai de plus de 3 mois après la date de fin d'autorisation de rejet.**

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'établissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

Les eaux pluviales seront à déconnecter du comptage des eaux claires rejetées au réseau. Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

### **ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE**

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

### **Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :**

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

Le bac de décantation des eaux d'exhaure devra être vidangé et curé régulièrement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues stockées sur rétention doivent être évacuées en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

### **Surveillance de la qualité des rejets :**

**Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent devront être effectuées journalièrement.**

**Les paramètres du tableau de l'article 2-B devront être analysés le premier jour du rejet puis à fréquence mensuelle en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Le paramètre Sulfates devra être analysé toutes les deux semaines.**

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition des nouveaux résultats d'analyses.

### **Contacts**

Contact établissement	Téléphone	Courriel
<b>EPT Paris Terres d'Envol</b>	0 800 10 23 13	<a href="mailto:contact.usager@paristde.fr">contact.usager@paristde.fr</a>
<b>Département de Seine Saint Denis</b> DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cedex	01.43.93.65.00	<a href="mailto:autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr">autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr</a>
<b>SIAAP</b> Direction Etudes Stratégiques et Prospectives Service Schéma Directeur Unité Eaux Usées Non Domestiques 2 rue Jules César 75589 PARIS CEDEX 12	Tél. : 01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	<a href="mailto:arrete.deversement@siaap.fr">arrete.deversement@siaap.fr</a>



## Contrôle

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol, le Département de Seine-Saint-Denis et le SIAAP (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

## **ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION**

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...) ;
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol, du Département de Seine-Saint-Denis et du SIAAP.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H<sub>2</sub>S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H<sub>2</sub>S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

### **Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol**

Direction de l'Eau et l'Assainissement  
0 800 10 23 13 – [contact.usagers@paristde.fr](mailto:contact.usagers@paristde.fr)

### **Département de Seine-Saint-Denis**

Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Hydrologie Urbaine et Environnement  
Bureau Qualité des Eaux  
01 43 93 65 00

### **SIAAP**

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)  
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - [pc.saphyrs@siaap.fr](mailto:pc.saphyrs@siaap.fr)

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

## ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois



Fait à Aulnay-sous-Bois, le

09 AVR. 2025

**Bruno BESCHIZZA**  
Président de Paris Terres d'Envol  
Maire d'Aulnay-sous-Bois

## ANNEXE I : ANALYSE DES EAUX DE NAPPE

Les AO et certains BTEX ont été quantifiés à des concentrations qui restent inférieures aux valeurs maximales d'acceptabilité dans le réseau d'assainissement et conformes à l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur. **Il sera demandé à l'établissement de rester particulièrement vigilant sur le suivi des résultats d'autosurveillance pour ces paramètres afin de stopper le déversement sans délai en cas de non-conformité. La reprise du déversement sera conditionnée par la mise en place d'un dispositif de prétraitement adéquat et de nouveaux résultats d'analyse conformes aux seuils imposés.**

La somme des COHV reste conforme à la valeur maximale d'acceptabilité dans le réseau d'assainissement. En revanche, le trichlorométhane ne respecte pas la concentration maximale de 50 µg/l autorisée par l'arrêté du 02/02/1998 en vigueur avec une concentration mesurée de 91 µg/l. **L'Etablissement devra installer un dispositif de traitement adéquat.**



## AL-West B.V.

Dortmundstraat 18B, 7418 BH Deventer, the Netherlands  
Tel. +31(0)570 788110  
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl



# AGROLAB GROUP

Your labs, Your service.

Cde 1369068 Eau

V° échant.	Nom de l'échantillon	Prélèvement	Site du prélèvement
864631	PI-PZ1	31.01.2024	

Unité

664631

PI-PZ1

### Analyses Physico-chimiques

Conductivité à 25°C (Lab)	µS/cm	1160
pH (Lab.)		7,6
Température	°C	20,5
Détergents anioniques	mg/l	<0,1
Fluorures (F)	mg/l	0,58
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	<1,0
Cyanures libres	µg/l	<2,0
Indice phénol	µg/l	<10
Nitrates - N	mg/l	19
Nitrites - N	mg/l	0,03
Phosphore total (P)	mg/l	0,10
Sulfates	mg/l	230
DBO 5	mg/l	1
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	6
Méthode DBO	Jours	(2+5)
Nombre de dilutions DBO5		3
Chrome VI	µg/l	<5,0
Matières en suspension	mg/l	240
N-global	mg/l	19

### Prétraitement pour analyses des métaux

Filtration métaux	++
-------------------	----

### Métaux

Aluminium (Al)	µg/l	<10
Arsenic (As)	µg/l	<5,0
Cadmium (Cd)	µg/l	<0,10
Chrome (Cr)	µg/l	<2,0
Cuivre (Cu)	µg/l	<2,0
Etain (Sn)	µg/l	<10
Fer (Fe)	µg/l	<20
Manganèse (Mn)	µg/l	7,0
Mercur	µg/l	<0,030
Nickel (Ni)	µg/l	6,0
Plomb (Pb)	µg/l	<5,0
Zinc (Zn)	µg/l	11

Les paramètres relatifs à l'AL-West BV sont échantillonnés selon la norme EN 18000-1:2017. Seuls les paramètres non échantillonnés sont marqués du symbole "x".

Kamer van Koophandel  
Nr. 08110898  
VAT-ID/Nr.:

Directeur  
ppa. Marc van Gelder  
Dr. Paul Wimmer

page 2 de 7



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20250409-2025-012-AU  
Date de télétransmission : 09/04/2025  
Date de réception préfecture : 09/04/2025

**AL-West B.V.**

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands  
Tel. +31(0)570 753110  
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**AGROLAB** GROUP

Your labs. Your service.

Cde 1369068 Eau

Unité 664631  
PLP21**HAP**

Naphtalène	µg/l	0,04
Acénaphthylène	µg/l	<0,050
Acénaphthène	µg/l	<0,01
Fluorène	µg/l	0,010
Phénanthrène	µg/l	0,094
Anthracène	µg/l	<0,010
Fluoranthène	µg/l	0,045
Pyrène	µg/l	0,11
Benzo(a)anthracène	µg/l	<0,010
Chrysène	µg/l	<0,010
Benzo(b)fluoranthène	µg/l	<0,010
Benzo(k)fluoranthène	µg/l	<0,01
Benzo(a)pyrène	µg/l	<0,010
Dibenzo(ah)anthracène	µg/l	<0,010
Benzo(g,h,i)peryène	µg/l	<0,010
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l	<0,010
Somme HAP	µg/l	0,045 *
Somme HAP (VROM)	µg/l	0,18 *
Somme HAP (16 EPA)	µg/l	0,30 *

**Composés aromatiques**

Benzène	µg/l	<0,2
Toluène	µg/l	0,6
Ethylbenzène	µg/l	<0,5
m,p-Xylène	µg/l	0,3
o-Xylène	µg/l	<0,50
Somme Xylènes	µg/l	0,3 *

**COHV**

Dichlorométhane	µg/l	<0,5
Tétrachlorométhane	µg/l	0,3
Trichlorométhane	µg/l	91
1,1-Dichloroéthane	µg/l	<0,5
1,2-Dichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1,1-Trichlorométhane	µg/l	<0,5
1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	<0,5
1,1-Dichloroéthylène	µg/l	<0,1
Chlorure de Vinyle	µg/l	<0,2
cis-1,2-Dichloroéthène	µg/l	<0,50
Trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l	<0,50
Somme cis/trans-1,2-Dichloroéthylènes	µg/l	n.d.

Les données analytiques ont été vérifiées par AL-West B.V. pour correspondre aux normes EN ISO/IEC 17020:2017. Seules les paramètres non accordables ont été analysés et sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Kamer van Koophandel Directeur  
Nr. 08110893 gba, Marc van Geider  
VAT/BTW-ID-Nr.: Dr. Paul Wimmer  
NL 811132559 B01

page 3 de 7



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20250409-2025-012-AU  
Date de télétransmission : 09/04/2025  
Date de réception préfecture : 09/04/2025

10

**AL-West B.V.**

Dortmundstraat 16B, 7418 BH Deventer, the Netherlands  
Tel. +31(0)570 788110  
e-Mail: info@al-west.nl, www.al-west.nl

**AGROLAB** GROUP

Your labs. Your service.

Cde 1369068 Eau

Unité

664631

PLPZ1

**COHV**

Trichloroéthylène	µg/l	<0,5
Tétrachloroéthylène	µg/l	2,5

**Composés Organohalogénés**

AOX	mg/l	0,25
-----	------	------

**Polychlorobiphényles**

PCB (28)	µg/l	<0,010
PCB (52)	µg/l	<0,010
PCB (101)	µg/l	<0,010
PCB (118)	µg/l	<0,010
PCB (138)	µg/l	<0,010
PCB (153)	µg/l	<0,010
PCB (180)	µg/l	<0,010
Somme PCB (STI) (ASE)	µg/l	n.d.
Somme 7 PCB (Ballschmider)	µg/l	n.d.

**Composés volatils**

Fraction aliphatique C5-C6	µg/l	<2,0
Fraction >C6-C8	µg/l	<4,0 <sup>x</sup>
Fraction >C8-C10	µg/l	<4,0 <sup>x</sup>
Fraction aliphatique >C6-C8	µg/l	<2,0
Fraction aromatique >C6-C8	µg/l	<2,0
Fraction aliphatique >C8-C10	µg/l	<2,0
Fraction C5-C10	µg/l	<10 <sup>x</sup>
Fraction aromatique >C8-C10	µg/l	<2,0

**Hydrocarbures totaux**

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50
Fraction C10-C12	µg/l	<10 <sup>y</sup>
Fraction C12-C18	µg/l	<10 <sup>y</sup>
Fraction C18-C20	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>
Fraction C20-C24	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>
Fraction C24-C28	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>
Fraction C28-C32	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>
Fraction C32-C38	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>
Fraction C38-C40	µg/l	<5,0 <sup>y</sup>

<sup>x</sup> Les résultats ne tiennent pas compte des teneurs en dessous des seuils de quantification.

<sup>y</sup> Explication: dans la colonne de résultats "<" signifie inférieur à la limite de quantification; n.d. signifie non déterminé.

Les incertitudes de mesure analytiques spécifiques aux paramètres ainsi que les informations sur la méthode de calcul sont disponibles sur demande, si les résultats communiqués sont supérieurs à la limite de quantification spécifique au paramètre. Les critères de performance minimaux des méthodes appliquées sont généralement basés selon la Directive 2003/90/CE de la Commission Européenne en ce qui concerne l'incertitude de mesure.

### Fiche descriptive : Bac de Décantation

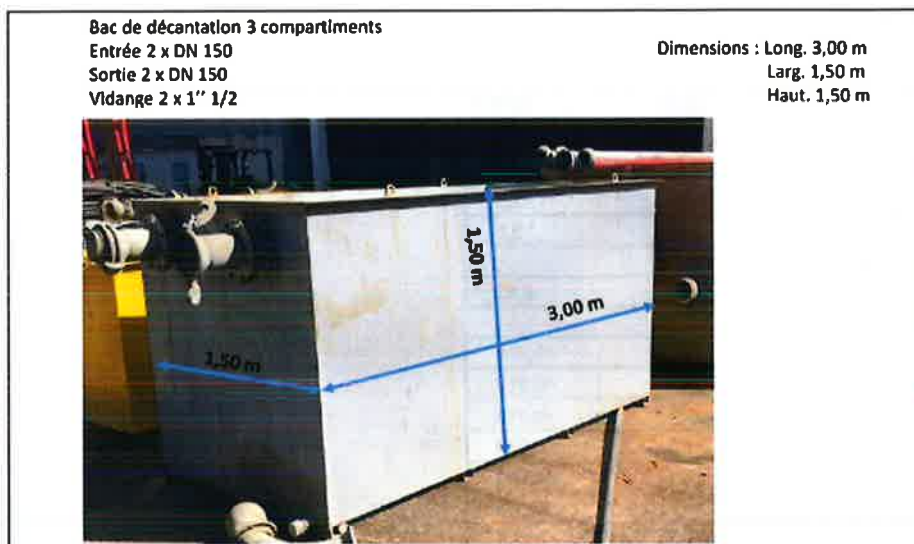
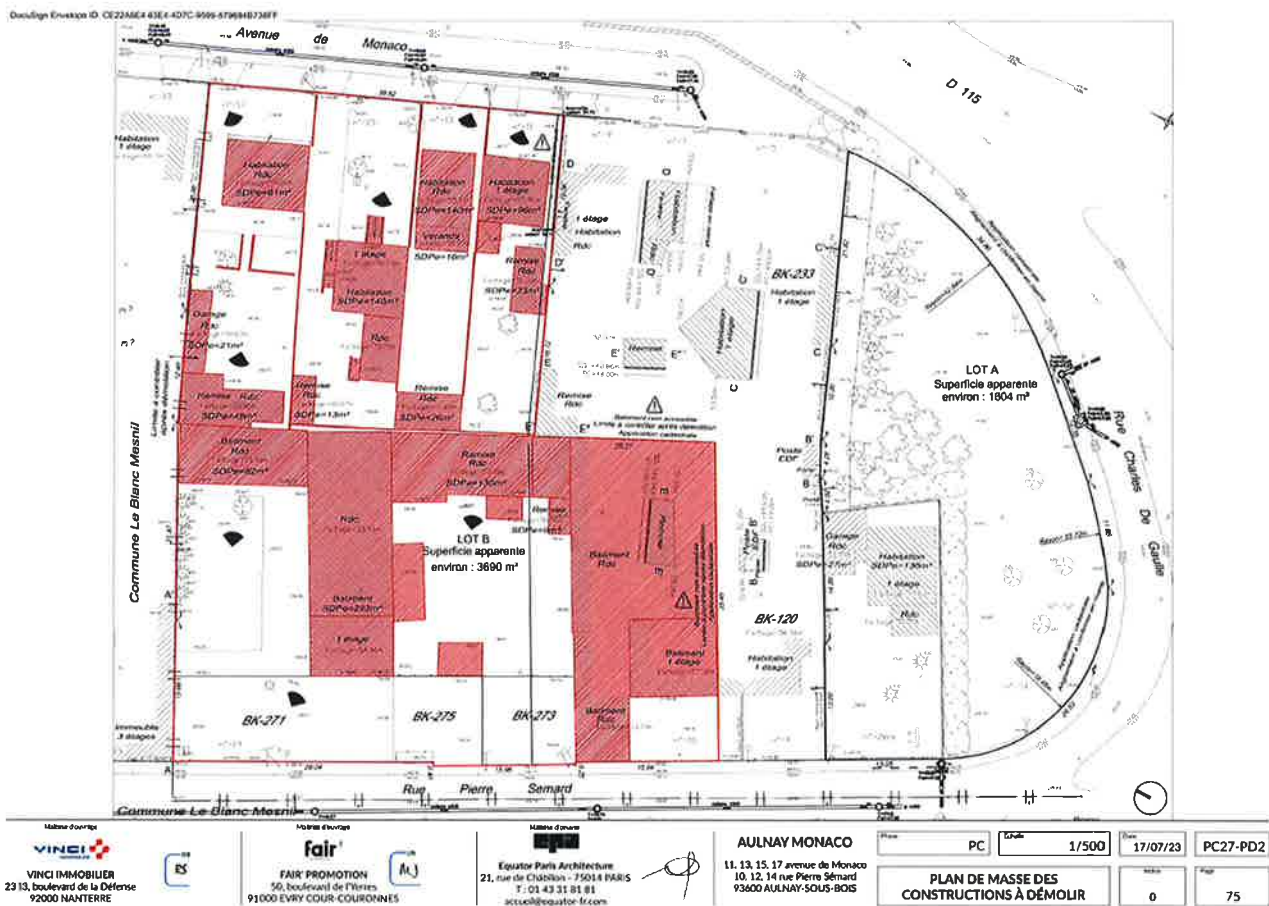


Figure 2 : Illustration photographique d'un bac de décanatation

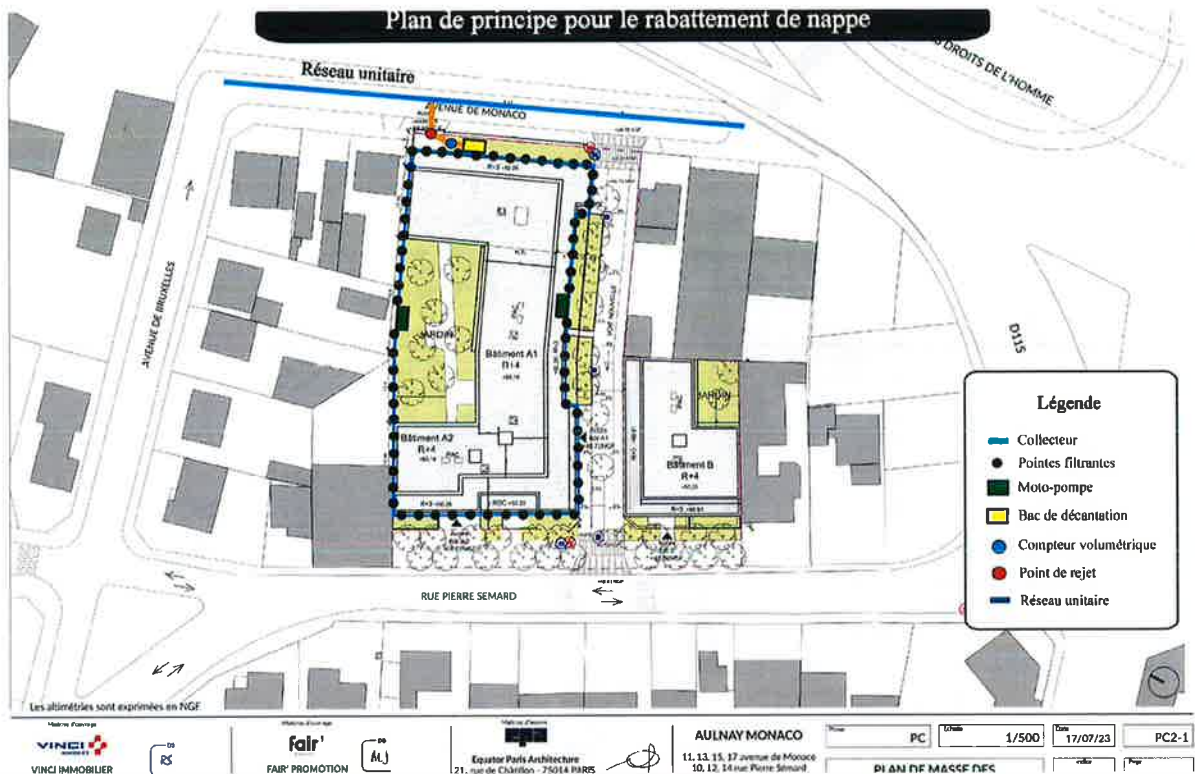
➤ Volume du bac de rétention : 6 m<sup>3</sup>

# ANNEXE III : LOCALISATION DU CHANTIER ET DU POINT DE REJET





# Plan de principe pour le rabattement de nappe



# ANNEXE IV –Tableau de suivi analytique

Projet					
Titulaire	Commune	Arrete/convention de déversement du	autorisé par	type d'eau	débit autorisé
				eau process	
				rabattement de nappe	
				eau de ruissellement	

Suivis des rejets (concentration en mg/l)	Date de l'autosurveillance					
	débit réel (m3/j)					
	date début des rejets					
	cumul des volumes rejetés (m3)					
	MES					
	DCO					
	DBO5					
	NGL					
	Ptot					
	Alu					
	Fer					
	Chrome tot					
	Chrome VI					
	Cu					
	Ni					
	Pb					
	Zn					
	Hg					
	Métaux totaux					
	AOx					
	HCT					
	COHV					
	Sulfates					
	Indice phénol					
	PCB					
	HAP					
	PCB					
	TAC					
	date du prélèvement					
	Commentaires					

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20250409-2025-012-AU  
Date de télétransmission : 09/04/2025  
Date de réception préfecture : 09/04/2025